Coopération financière allemande avec la République Démocratique du Congo

Projet Gestion Intégrée des Aires Protégées

Phase II (GIAP II)

**Constitution d’un répertoire de fournisseurs, prestataires et entrepreneurs agréés au profit du Projet GIAP II**

Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) représenté par le Bureau de Coordination du Projet GIAP II

(BdC GIAP II)

*Mars 2024*

*BMZ 2015 67 262*

1. **Contexte**

A la suite de l’accord de coopération financière signé le 22 septembre 2018 entre la République Fédérale d’Allemagne et la République Démocratique du Congo, l’Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), met en œuvre le Projet de Gestion Intégrée des Aires Protégées (GIAP). La mise en œuvre du Projet est divisée en deux phases indépendantes, mais qui se chevauchent, notamment la phase I dénommée “GIAP I” et la phase II dénommée “GIAP II”.

L’ICCN est appuyé par un Bureau de Coordination (BdC) basé à Goma pour la mise en œuvre du GIAP II.

Le Projet GIAP II vise l’amélioration des conditions de vie et des revenus des populations vivant dans des zones riveraines des aires protégées afin de promouvoir l’acceptation par ces populations, de la conservation de la biodiversité dans ces zones, à travers la réalisation d’investissements socio-économiques et agro-pastorales. Ainsi, trois Aires Protégées (AP) ont été retenues dans le cadre du Projet GIAP II. Ce sont :

* Le Parc National de Kahuzi Biega (PNKB) ;
* Le Parc National de Lomami (PNL) et
* La Réserve de Faune à Okapi (RFO).

Le présent Avis à Manifestation d’Intérêt (AMI) est publié par le BdC du GIAP II afin de constituer un répertoire de fournisseurs, prestataires et entrepreneurs agréés à consulter pour les procédures de passation de marchés restreintes et les demandes de devis.

1. **Domaines d’expertises sollicités**

L’AMI est adressé à toute personne physique ou morale, de droit privé, légalement constituée, basée en République Démocratique du Congo ou en dehors et dont les activités principales concernent :

* La réalisation des travaux de génie civil (réalisation d’infrastructures rurales) ;
* La réalisation d’enquêtes surtout socioéconomiques et nutritionnelles ;
* L’appui technique, le suivi et encadrement agricole et nutritionnel ;
* La mise en place, la formation de groupes d’utilisateurs d’infrastructures rurales et la mise en place d’un système de gestion des ouvrages efficaces afin d’assurer la durabilité des infrastructures ;
* L’élaboration et la mise en œuvre de plans d’actions en faveur des Peuples Autochtones ;
* La sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG), la protection de l’environnement, les droits de l’Homme etc… ;
* La communication (audiovisuelle, digitale etc…) ;
* La commercialisation de logiciels de gestion de projets de serveurs MAS et l’initiation à la prise en main ;
* La commercialisation d’engrais et d’intrants certifiés ;
* La commercialisation de matériels agricoles (outils aratoires, équipements d’irrigation, machines de transformation, sacs PICS etc…)
* La commercialisation de plants et semences pour les pépinières ;
* La commercialisation de cuisinières à haut rendement énergétique ;
* La commercialisation de matériel d’apicultures et d’élevage en général ;
* La commercialisation de fournitures scolaires, sportives et éducatives ;
* La commercialisation de fourniture de bureau et matériel technique de bureau ;
* La commercialisation de matériel informatique et électronique ;
* La commercialisation d’engins roulants et équipements (deux et trois roues) ;
* La commercialisation d’équipements solaires d’éclairage ;
* La commercialisation de gilets de sauvetage et
* L’organisation d’ateliers, y compris fourniture de service de restauration, d’hébergement et location de salle.

**NB : Les fournisseurs, prestataires et entrepreneurs basés au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Maniema et en Ituri sont vivement encouragés à manifester leur intérêt.**

1. **Pièces constitutives du dossier de manifestation d’intérêt**

Le dossier de candidature doit comprendre les documents suivants :

1. **Pour les personnes morales (entreprises ou cabinets)**
* Une lettre de demande d’agrément précisant le domaine d’activité conforme au modèle joint en annexe 1 ;
* La déclaration d’engagement datée et signée conforme au modèle en annexe 2 ;
* Une copie de l’acte d’immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier ;
* Une déclaration de conformité fiscale conforme au modèle joint en annexe 3
* Une note détaillée des expériences réalisée et/ou une copie des Attestations de Bonne Exécution
1. **Pour les personnes physiques (consultant individuels)**
* Une lettre de demande d’agrément précisant le domaine d’activité conforme au modèle joint en annexe 1 ;
* Un curriculum vitae détaillé ;
* La déclaration d’engagement datée et signée conforme au modèle en annexe 2 ;
* Une copie de l’acte d’immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier ;
* Une déclaration de conformité fiscale conforme au modèle joint en annexe 3
* Une note détaillée des expériences réalisée et/ou une copie des Attestations de Bonne Exécution
1. **Pour les ONG et autres Associations**
* Une lettre de demande d’agrément précisant le domaine d’activité conforme au modèle joint en annexe 1 ;
* La déclaration d’engagement datée et signée conforme au modèle en annexe 2 ;
* Une copie de l’autorisation provisoire d’exercer ou une copie de l’arrêté portant octroi de la personnalité juridique ;
* Une note détaillée des expériences réalisée et ou/une copie des Attestations de Bonne Exécution
1. **Soumission du dossier de manifestation d’intérêt**

Les dossiers de manifestation d’intérêt doivent être rédigés en français et bien lisibles. Ils devront être transmis physiquement ou de manière électronique au plus tard le **12 avril 2024 à 16 heures**.

Pour les dépôts physiques, le dossier doit être présenté en un exemplaire couleur, relié en un document unique et placé dans une enveloppe extérieurs scellée avec la mention : **« Manifestation d’intérêt pour la constitution du répertoire de fournisseurs, prestataires et entrepreneurs agréés au profit du BdC GIAP II ».** Le dossier doit être remis au BdC du GIAP II sis au 25 avenue Circulaire, quartier les Volcans dans la commune de Goma auprès de Monsieur Khlovhis Muhindo KITAMBALA ; tél : (+243) 994 372 894.

Pour les dépôts électroniques, le dossier doit être présenté en un exemplaire couleur, relié en un document unique et transmis, simultanément, au plus tard le **19 avril 2024 à 16 heures** à l’adresse suivante : ismael.dioro@icon-institute.de avec en objet : **Manifestation d’intérêt pour la constitution du répertoire de fournisseurs, prestataires et entrepreneurs agréés au profit du BdC GIAP II.**

**Annexe 1 : Modèle de lettre de demande d’agrément (à établir sur papier en-tête de l’entreprise)**

Objet : Demande d’agrément (*indiquer la nature de la prestation*)

Madame la Cheffe d’Equipe,

La société (*précisez le nom de la société avec le régime juridique*) sous ma responsabilité fut créée le (*date de création*) dans la commune de (*nom du lieu avec précision de la province et du pays*). Nous intervenons dans les domaines suivants :

(*Citez toutes les prestations effectuées*)

Nous vous garantissons la qualité de nos prestations. Grâce à un personnel extrêmement qualifié, nous saurons fournir à notre clientèle un service de qualité. De plus, la logistique mise en place nous permettrait d’exécuter selon la règle de l’art, toutes les tâches qui nous seraient confiées. Nous serons honorés de figurer parmi les sociétés agréées par votre structure. A cet effet, nous vous résumons ci-après nos compétences :

(*Énumérez toutes les compétences pertinentes s’il y a lieu*)

Conformément aux textes en vigueur, et pour que vous puissiez examiner notre demande, nous vous adressons en pièce jointe les pièces suivantes :

(*Faire une liste exhaustive de tous les pièces envoyées*)

La diversité de nos prestations (s’il y a plusieurs prestations de service), la qualité de nos produits (s’il y a un ou plusieurs produits) et la compétitivité de nos prix pourront, nous l’espérons, répondre à vos attentes. Nous restons à votre entière disposition en cas de besoin afin de vous fournir toutes les informations ou documents complémentaires relatives à cette demande d’agrément.

Merci de bien vouloir accuser réception de la présente demande. Dans cette attente et dans l’espoir d’obtenir une réponse favorable de votre part, nous vous prions d’agréer (Monsieur, Madame) le Directeur, l’expression de notre profonde gratitude.

Signature

Date, nom et Prénom avec cachet de la société

**Annexe 2 : Déclaration d’engagement**

Intitulé de la candidature/l'offre/le contrat : (« Contrat »)

À : (« Agence d'exécution du projet »)

1. Nous reconnaissons et acceptons que la KfW ne finance les projets de l'Employeur qu'à ses propres conditions, qui sont déterminées par la convention de financement conclue avec l'Employeur. En conséquence, il ne peut exister de lien juridique entre la KfW et notre entreprise, notre joint-venture ou nos sous-traitants aux termes du contrat. L'Employeur conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus d'appel d'offres et de l'exécution du contrat.

2. Nous attestons par la présente qu'aucune des situations suivantes ne s'applique à nous, ni à aucun des membres de notre direction ou de nos représentants légaux, ou membres de notre joint-venture, y compris nos sous-traitants aux termes du contrat :

2.1) être en faillite, liquidation ou cessation d’activités, en règlement judiciaire, sous séquestre, en restructuration ou toute situation analogue ;

2.2) être condamné par un jugement définitif ou une décision administrative définitive ou faire l'objet de sanctions financières de la part des Nations unies, de l'Union européenne ou de l'Allemagne pour participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme, travail des enfants ou traite des êtres humains ; ce critère d'exclusion est également applicable aux personnes morales, dont la majorité des actions sont détenues ou effectivement contrôlées par des personnes physiques ou morales qui sont elles-mêmes soumises à ces condamnations ou sanctions ;

2.3) avoir été condamné au cours des cinq dernières années par une décision judiciaire définitive ou une décision administrative définitive d'un tribunal, de l'Union européenne, des autorités nationales du pays partenaire ou de l'Allemagne pour pratique punissable dans le cadre d'un appel d'offres ou de l'exécution d'un contrat ou pour une irrégularité portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE (dans l’hypothèse d’une telle condamnation, le candidat ou soumissionnaire joindra à la présente Déclaration d’engagement les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n’est pas pertinente dans le cadre du présent contrat et que des mesures appropriées de mise en conformité ont été prises) ;

2.4) avoir fait l’objet d’une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;

2.5) n’ont pas rempli les obligations fiscales en vigueur concernant le paiement des impôts dans le pays de résidence fiscale et le pays d’origine du maître d’ouvrage (les contractants établis dans les pays de l’annexe 1 (https://www.consilium.europa.eu/de/policies/eu-list-of-non-cooperative-jurisdictions/) doivent présenter, au moment de l’attribution du marché/de la révision du contrat, en plus de la déclaration d’engagement, une déclaration de conformité fiscale (annexe 1 de la déclaration d’engagement) dûment remplie et contresignée par une personne habilitée à cet effet. Celle-ci fait partie intégrante du contrat. En cas de non-présentation, le contractant risque d’être exclu de la procédure de passation des marchés. Pour les contractants établis dans des pays ne figurant pas sur la liste de l’annexe I, seule la déclaration d’engagement doit être présentée, et non la déclaration de conformité fiscale),

2.6) faire l'objet d'une décision d'exclusion de la Banque mondiale ou de toute autre banque multilatérale de développement et figurer dans la liste du site http://www.worldbank.org/debarr ou respectivement sur la liste pertinente de toute autre banque multilatérale de développement (dans l’hypothèse d’une telle décision d’exclusion, le candidat ou le soumissionnaire peut joindre à la présente Déclaration d’engagement les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d’exclusion n’est pas pertinente dans le cadre du présent contrat et que des mesures appropriées de mise en conformité ont été prises) ; ou

2.7) être coupable de fausses déclarations en fournissant les informations requises comme condition de participation à la présente procédure d'appel d'offres.

3. Nous attestons par les présentes que ni nous, ni aucun des membres de notre groupement ou de nos sous-traitants aux termes du contrat, ne sommes dans l'une des situations de conflit d'intérêts suivantes :

3.1) être une filiale contrôlée par l'Employeur, ou un actionnaire contrôlant le Maître d’Ouvrage, sauf si le conflit d'intérêts qui en résulte a été porté à l'attention de la KfW et résolu à sa satisfaction ;

3.2) avoir une relation d'affaires ou de famille avec du personnel de l'Employeur impliqué dans le processus d'appel d'offres ou dans la supervision du contrat en résultant, à moins que le conflit d'intérêts qui en résulte n’ait été porté à l'attention de la KfW et résolu à sa satisfaction ;

3.3) être contrôlé par, ou contrôler un autre candidat ou soumissionnaire, ou être sous contrôle commun avec un autre candidat ou soumissionnaire, ou recevoir ou accorder des subventions directement ou indirectement à un autre candidat ou soumissionnaire, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat ou soumissionnaire, maintenir des contacts directs ou indirects avec un autre candidat ou soumissionnaire, qui nous permettent de disposer ou de donner accès aux informations contenues dans les candidatures ou offres respectives, influencer celles-ci ou influencer les décisions de l'Employeur ;

3.4) être engagé dans une activité de prestations de conseils, qui, de par sa nature, peut être en conflit avec les missions que nous effectuerions pour l'Employeur ;

3.5) dans le cas de la passation de marchés de travaux de Génie Civil, d’installations ou de fournitures :

i. avoir préparé ou avoir été associé à une personne qui a préparé les spécifications, dessins, calculs et autres documents devant être utilisés dans le processus d'appel d'offres du présent contrat ;

ii. avoir été recruté (ou se faire proposer d'être recruté) nous-mêmes ou l'une de nos filiales, pour effectuer la supervision ou l'inspection des travaux pour le présent contrat ;

4. Si nous sommes une entité publique et que nous participons à un appel d'offres, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous exerçons nos activités conformément aux lois et règlements commerciaux.

5. Nous nous engageons à porter à l'attention de l'Employeur, qui en informera la KfW, tout changement de situation concernant les points 2 à 4 ci-dessus.

6. Dans le cadre du processus d'appel d'offres et de l'exécution du contrat correspondant :

6.1) ni nous, ni aucun des membres de notre joint-venture, ni aucun de nos sous-traitants aux termes du contrat, n'avons engagé ou n'engagerons de pratique condamnable pendant le processus d'appel d'offres et dans le cas où un contrat est attribué, nous n'engagerons aucune pratique condamnable pendant l'exécution du contrat ;

6.2) ni nous, ni aucun des membres de notre joint-venture, ni aucun de nos sous-traitants aux termes du contrat, ne ferons l’acquisition ou ne fournirons de matériel, ni n'opérerons dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de l'Allemagne ; et

6.3) nous nous engageons à nous conformer et à nous assurer que nos sous-traitants et nos principaux fournisseurs aux termes du contrat, respectent les normes internationales en matière d'environnement et de travail, conformément aux lois et règlements applicables dans le pays de mise en œuvre du contrat et aux conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et aux traités internationaux sur l'environnement. Nous mettrons de plus en œuvre des mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont spécifiées dans les plans de gestion environnementale et sociale pertinents ou d'autres documents similaires fournis par l'Employeur et, dans tous les cas, mettrons en œuvre des mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels et la violence fondée sur le genre.

7. Dans le cas d'attribution d'un contrat, nous, ainsi que tous les membres de nos partenaires de joint-venture et sous-traitants aux termes du contrat, (i) fournirons, sur demande, des informations relatives au processus d'appel d'offres et à l'exécution du contrat et (ii) autoriserons l'Employeur et la KfW, ou un auditeur désigné par l'un d'eux, et dans le cas de financement par l'Union européenne également aux institutions européennes compétentes en vertu du droit communautaire, à examiner les comptes, dossiers et documents concernés, à permettre des contrôles sur place et garantir l'accès aux sites et au projet concerné.

8. En cas d'attribution d'un contrat, nous, ainsi que tous nos partenaires du groupement et sous-traitants dans le cadre du contrat, nous nous engageons à conserver les dossiers et documents susmentionnés conformément au droit applicable, mais en tout état de cause pendant au moins six ans à compter de la date d'exécution du contrat ou de sa résiliation. Nos opérations financières et nos états financiers sont soumis à des procédures de contrôle conformément à la loi applicable. Nous acceptons de plus que nos données (y compris les données personnelles) générées dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre du processus d'appel d'offres et de l'exécution du contrat soient stockées et traitées conformément à la loi applicable par l'Employeur et la KfW.

Nom : En tant que : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer pour et au nom de

Signature : En date du :

**Annexe 3 : Déclaration de conformité fiscale : attestation obligatoire pour les personnes morales**

Nom de l’entreprise

Par ma signature, je certifie que :

1. je suis en droit de faire cette déclaration au nom de l’entreprise susmentionnée ;

2. l’entreprise s’acquitte en bonne et due forme de tous les impôts, conformément à la législation fiscale du pays dans lequel elle est établie ;

3. l’entreprise n’est pas ou n’a pas été impliquée dans des procédures judiciaires concernant son imposition, ni actuellement, ni par le passé ;

4. l’entreprise s’acquittera en bonne et due forme des impôts qui pourraient être dus dans le cadre de la fourniture des prestations de services convenues par contrat ;

5. toutes les informations fournies et déclarations faites au préalable sont complètes, exactes quant à leur contenu et valables à l’heure actuelle.

.............................. ................... .......................................................

(Lieu) (Date) (Nom du Contractant)

 ....................................................... (Signature(s))

**Annexe 3 bis :** **Déclaration de conformité fiscale : attestation obligatoire pour les personnes physiques**

Par ma signature, je certifie que :

1. je fais cette déclaration en mon nom/pour mon propre compte ;

2. je m’acquitte en bonne et due forme des impôts que je suis tenu(e) de payer en vertu de la législation fiscale de mon pays de résidence ;

3. je ne suis pas ou n’ai pas été impliqué(e) dans une procédure judiciaire en matière fiscale, ni actuellement, ni par le passé ;

4. je m’acquitterai en bonne et due forme des impôts qui pourraient être dus dans le cadre de la fourniture de la prestation de service convenue par contrat ;

5. toutes les informations et déclarations contenues dans la présente attestation sont complètes, exactes quant à leur contenu et valables à l’heure actuelle.

.............................. ................... .......................................................

(Lieu) (Date) (Nom de la personne)

 ....................................................... (Signature)